

## LES CHEMINS TÉLÉVISUELS DE LA SERVITUDE

« Loin de refléter l'état d'esprit du public, la plus grande partie de la presse française ne reflète que l'état d'esprit de ceux qui la font. À une ou deux exceptions près, le ricanement, la gouaille et le scandale forment le fond de notre presse. À la place de nos directeurs de journaux, je ne m'en féliciterais pas : tout ce qui dégrade en effet la culture raccourcit les chemins qui mènent à la servitude. Une société qui supporte d'être distraite par une presse déshonorée et par un millier d'amuseurs cyniques, décorés du nom d'artistes, court à l'esclavage malgré les protestations de ceux-là mêmes qui contribuent à sa dégradation. »

À la fin de la guerre, dans la revue *Caliban*, Albert Camus a ces mots féroces contre certains journaux de l'époque. Ils prennent aujourd'hui une forte résonance, car ils peuvent tout autant s'appliquer à ce que sont de nos jours nombre de grandes radios ou télévisions privées.

Car si le droit à l'information est en danger, c'est parce que les puissances d'argent n'ont pas seulement mis la main sur les grands quotidiens, nationaux ou régionaux ; c'est aussi parce qu'elles contrôlent également les grands médias audiovisuels français.

*Main basse sur l'information* effectue donc une plongée dans le fonctionnement de ces grands médias audiovisuels privés, sur les mœurs professionnelles souvent délétères qui sont trop souvent les leurs, privilégiant le sensationnel sur la pertinence, allant jusqu'à promouvoir des chroniqueurs xénophobes ou racleurs au seul motif que cela fait le « buzz » et donc l'audience. Une plongée dans un monde inquiétant, celui du journalisme de connivence ou de complaisance, qui ne répugne pas aux coups tordus.

Dans cet univers, c'est aussi trop souvent la règle de l'affairisme, comme l'illustre le scandale de la chaîne Numéro 23, que la puissance publique a attribué à titre gracieux à l'homme d'affaires Pascal Houzelot (membre du conseil de surveillance du *Monde*) et que celui-ci a rétrocédé pour plus de 88 millions d'euros. En somme, d'immenses fortunes se constituent, avec l'assentiment de l'État, grâce à des spéculations autour des fréquences de la TNT, qui sont pourtant un bien commun et des ressources rares.